Migrations protestataires et résistance au travail forcé en AOF, 1900-1946

Romain Tiquet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2913>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.2913

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2014

Pagination : 166-169

ISBN : 978-2-919040-28-5

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Romain Tiquet, « Migrations protestataires et résistance au travail forcé en AOF, 1900-1946 », *Hommes & migrations* [En ligne], 1307 | 2014, mis en ligne le 19 janvier 2015, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2913> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.2913>

MÉMOIRE

MIGRATIONS PROTESTATAIRES ET RÉSISTANCES AU TRAVAIL FORCÉ EN AFRIQUE-OCCIDENTALE FRANÇAISE (1900-1946)

ROMAIN TIQUET, *doctorant en histoire de l'Afrique au sein du groupe de recherche Forced Labour Africa (ERC Starting Grant n° 240898 soutenu par la Commission européenne au sein du FP7) affilié à l'université Humboldt de Berlin.*

Bien que les mouvements migratoires inhérents au travail soient le plus souvent abordés en terme de mutations socio-économiques générées par les politiques coloniales du travail, nous souhaitons analyser la thématique de la migration sous un autre angle, celui d'une réaction à la contrainte coloniale. Désertion individuelle de chantiers de travaux publics ou passage collectif des frontières pour aller se réfugier dans les colonies voisines, nous entendons ces migrations avant tout comme un "droit de fuite", une réaction directe à la domination coloniale.

Nous faisons le choix d'analyser ces formes de "migrations protestataires" dans le cadre particulier du travail forcé colonial en Afrique-Occidentale française (AOF), qui fut mis en place au lendemain de la conquête coloniale et qui perdura jusqu'à la promulgation de la loi Houphouët-Boigny du 11 avril 1946.

Nous tirerons la plupart de nos exemples du Sénégal, de la Côte d'Ivoire et de la Haute-Volta (actuel Burkina Faso). Le Sénégal fut une colonie où un marché du travail plus ou moins libre s'est développé rapidement, limitant ainsi l'utilisation

généralisée du travail forcé², contrairement à la Côte d'Ivoire ou à la Haute-Volta, où la mobilisation forcée des travailleurs fut à la base du système économique³. L'objectif de cet article est de poser les bases d'un nouvel éclairage sur le travail forcé en situation coloniale, non pas à travers l'étude du système mais à travers les réactions de ses victimes.

Les formes de refus du travail forcé : une historiographie en chantier

Sous couvert de lutter contre la pénurie de main-d'œuvre dans les colonies de l'AOF et la supposée "paresse" indigène, le travail forcé devint la base de l'intervention coloniale dans le recrutement de la main-d'œuvre pour la "mise en valeur" coloniale. En 1929, la convention du Bureau international du travail (BIT) à Genève définit pour la première fois le travail forcé comme "*tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne*

1. Mezzadra Sandro, "The right to escape", in *Ephemera*, vol. 4, n° 3, 2004, p. 267. 2. Babacar Fall, *Le Travail forcé en Afrique-Occidentale française (1900-1946)*, Paris, Khartala, 1993, p. 10. 3. Dennis Cordell, Joël Gregory, Victor Piché, "La mobilisation de la main-d'œuvre burkinabé (1900-1974). Une vision rétrospective", in *Canadian Journal of African Studies*, vol. 23, n° 1, 1989.

s'est pas offert de plein gré". On peut alors distinguer cinq formes de travail forcé dans les colonies. La réquisition de la main-d'œuvre constitue la première mesure coercitive à laquelle l'administration coloniale a eu recours au début de son installation pour fournir les travailleurs nécessaires à son entreprise. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, une nouvelle forme de travail forcé s'impose : le système des prestations. Cet impôt, payé en nature, constituait la principale forme de travail forcé sur les chantiers publics (construction des routes, des bâtiments administratifs, etc.). Ensuite, dans chaque colonie, le recrutement militaire annuel distinguait la première portion de militaires d'une seconde portion du contingent, recrutée elle aussi pour travailler sur les chantiers de travaux publics de la fédération. Le travail pénal obligatoire était également considéré comme une forme de travail forcé. Bien que le nombre de travailleurs soit plutôt réduit, ces travailleurs ont fortement contribué à l'intensification et au développement des infrastructures de l'AOF. Enfin, certaines cultures obligatoires étaient imposées en vue de faire progresser rapidement la production agricole dans les territoires.

L'étude de Babacar Fall sur le travail forcé en AOF fait office de travail pionnier en décortiquant les structures de contrainte au travail mises en place par les autorités coloniales. Cette étude laisse cependant de côté une analyse plus sociohistorique, centrée sur la perception du travail forcé par les populations. Il existe néanmoins un petit nombre d'études traitant des réactions contre les recrutements forcés. L'article d'Anthony Ijaola Asiwaju sur les migrations entre la Côte d'Ivoire et la Gold Coast (actuel Ghana), bien que daté de 1976, est une des rares analyses traitant de la migration comme résistance à l'oppression coloniale⁴. Plus récemment, l'ouvrage de Chikouna

Cissé interroge la mobilité comme conséquence directe au plan de mise en valeur coloniale⁵. Enfin, moins centré sur la migration, un article d'Oussouby Touré⁷ propose d'analyser les formes générales de refus du travail forcé au Sénégal. La principale et la plus accessible des sources utilisées est l'archive coloniale. On se retrouve dès lors face à un paradoxe : comment utiliser une source émanant du seul pouvoir colonial, alors même que l'objectif de cette étude est d'interroger la migration comme résistance à l'administration coloniale ? L'archive coloniale dresse, en effet, une vision à sens unique, s'intéressant à l'organisation du système du travail et révélant les mentalités et les stratégies adoptées par les autorités coloniales pour produire un discours sur le travail. Bien qu'elles ne s'intéressent que rarement aux réactions des travailleurs, une analyse approfondie de ces sources permet de déceler des éléments pertinents.

Migrations protestataires et conséquences économiques et sociales

Que ce soit la désertion spontanée d'un chantier ou la fuite collective d'un village pour échapper au travail forcé, ces mobilités multiformes expriment avant tout le ressentiment des populations locales à la présence coloniale française. Dans le cadre de notre perspective, les facteurs de répulsion (*push factors*) seraient ceux qui déterminent les populations à fuir leur lieu de travail, leur village ou la colonie à laquelle ils appartiennent. Les facteurs d'attraction (*pull factors*) seraient ceux qui déterminent la direction que prennent les populations. La désertion de villages entiers pour fuir le recrutement forcé était chose courante : *"Les équipes de travailleurs sont*

4. Article 1, convention n° 29 sur le travail forcé, 1930. 5. Anthony Ijaola Asiwaju, "Migrations as revolt. The example of the Ivory Coast and the Upper Volta before 1945", in *Journal of African History*, vol. 17, n° 4, 1976. 6. Chikouna Cissé, *Migrations et mise en valeur de la Basse Côte d'Ivoire (1920-1960). Les forçats ouest-africains dans les bagnes éburnéens*, Paris, L'Harmattan, 2013. 7. Oussouby Touré, "Le refus du travail forcé au Sénégal oriental", in *Cahiers d'études africaines*, vol. 24, n° 93, 1984.

MÉMOIRE

squelettiques, les villages sont actuellement à peu près vides de leurs hommes qui sont ou à Ziguinchor ou en Gambie⁸.” Dans cet exemple, le facteur de répulsion est assez évident, il s’agit avant tout de fuir le recrutement forcé pour les chantiers publics. Cette forme de refus était particulièrement utilisée dans les régions frontalières, où l’émigration dans une autre colonie (britannique ou portugaise) constituait la solution la plus simple pour fuir la pression coloniale. Parmi les facteurs d’attraction, le plus répandu était le désir de rejoindre les colonies britanniques, considérées comme moins contraignantes économiquement parlant (salaires plus élevés, travaux forcés moins généralisés et taxation moins sévère)⁹. Ces mouvements de population ne doivent pas être sous-estimés. Ils ont constitué une importante série d’expressions pacifiques aux conséquences économiques et politiques certaines. On peut souligner, en premier lieu, la profonde désorganisation sociale et politique induite par de telles mobilités. Dans les fuites vers les colonies voisines, les migrants évitaient souvent les postes frontières. Il était donc impossible pour l’administration coloniale d’identifier le nombre de migrants ayant fui la colonie et d’établir des statistiques officielles. Le contrôle de ces exodes était pourtant déterminant pour l’administration, puisqu’il garantissait l’exactitude du recensement, courroie de transmission essentielle pour le paiement de l’impôt, le recrutement des travailleurs et des militaires. Ainsi, ces exodes affectaient *“directement l’équilibre budgétaire de la colonie”*¹⁰. Par ailleurs, ces migrations ont eu une conséquence non négligeable sur les rythmes vivriers. Cette mobilité a désorganisé à certains endroits les rythmes de cultures, ce qui, associé à une conjoncture économique défavo-

rable dans les années 1930, a ralenti l’essor économique de la colonie¹¹. Inversement, ces migrations ont favorisé dans une certaine mesure les colonies britanniques et portugaises (Gold Coast, Gambie ou Guinée portugaise) qui devinrent de véritables “foyers d’appel” de main-d’œuvre. Les migrations vers ces colonies ont largement contribué au développement de l’agriculture et des industries minières.

Les formes de résistance en situation coloniale

Un plus large panel de réactions discrètes, silencieuses, ont fragilisé au fil des années le système du travail forcé et l’ordre colonial. En se focalisant sur la diversité de ces attitudes, le but est de repenser la relation entre l’administration coloniale et sa domination imposée quotidiennement aux populations. Un des exemples les plus évocateurs de ces réactions résidait dans la “mauvaise volonté” des travailleurs à effectuer leur tâche : *“Comme toujours vous y enverrez des enfants, des cultivateurs, contraints et forcés, faisant par force semblant de travailler, faisant acte de présence, enlevant par-ci par-là un caillou pour le mettre aussi bien sur un dos d’âne que dans un trou à combler, bref, donnant une illusion passagère d’une amélioration de la route mais en fait ne faisant rien d’utile, de durable, ne faisant pas un sou de travail efficace”*¹².

Loin de constituer une sorte de “naturelle indolence”, ces multiples cas de ralentissement volontaire des travaux sur les chantiers furent souvent une tactique et une constante lutte contre l’autorité coloniale. On peut remarquer que, pour l’ensemble de ces réactions multiformes, aucune

8. Archives nationales du Sénégal (ANS), 11D1/0352, Journal du poste de Ziguinchor, tournée du 8 mars 1935. 9. C’était du moins la version officielle des autorités britanniques. Du fait de l’*Indirect rule*, les administrateurs britanniques étant moins informés et intéressés par le travail des chefs “traditionnels”, on peut envisager que de nombreux abus étaient commis et passés sous silence. 10. Marie Rodet, *Les Migrants ignorés du Haut-Sénégal (1900-1946)*, Paris, Khartala, 2009, p. 77. 11. Anthony Ijaola Asiwaju, *art. cit.*, p. 589.

12. Conseil colonial du Sénégal, novembre 1926, p. 110.

planification ou coordination n'est demandée (la plupart de ces attitudes sont spontanées) et ces formes de résistance évitent, pour la majorité, toute confrontation directe avec les autorités coloniales.

Il convient cependant d'adresser une limite au concept même de "résistance". L'écueil principal serait de voir dans chaque attitude, chaque comportement, une forme de résistance consciente contre l'administration coloniale. Il est compliqué de savoir si l'attitude du travailleur qui migre ou qui "traîne les pieds" constitue un acte direct et conscient d'insubordination à l'autorité coloniale ou une stratégie visant à se protéger individuellement de la dureté des conditions de travail. La question de l'intention des acteurs apparaît centrale car elle permet d'éclairer l'ambiguïté et la complexité des rapports de pouvoir en situation coloniale.

Contrôler et réprimer : la réponse des autorités

Souhaitant maintenir l'ordre colonial et contrôler la main-d'œuvre nécessaire à sa mise en valeur, les autorités coloniales tentèrent d'endiguer ces réactions qui créaient une carence dans le contrôle administratif et sanitaire de la population. Afin de réprimer la désertion et de lutter contre toute fuite au moment du recrutement des travailleurs, l'administration avait souvent recours au tirage au sort d'un autre travailleur pour punir l'ensemble du village. Ce système permettait d'installer un sentiment de crainte de la répression pour les autres habitants. Certaines compagnies privées s'en prenaient aux familles des déserteurs qui devaient fournir un remplaçant immédiatement¹³. Les autorités ont aussi mis en place le système du pécule pour les tra-

vailleurs. Le pécule n'était ni plus ni moins qu'une retenue sur salaire que l'employeur gardait jusqu'à la fin du contrat du travailleur afin qu'il ne soit pas tenté de fuir le chantier. Enfin, dans le cadre précis des actes de mauvaise volonté ou de lenteur dans le travail, l'administration instaura un bonus de productivité, le salaire variant suivant le nombre de tâches effectuées. Ce "travailler plus pour gagner plus" avant l'heure n'a jamais véritablement marché, et la population a, de manière générale, toujours trouvé le moyen de s'adapter à ces nouvelles mesures.

Les réponses de l'administration coloniale ont souvent été vaines et ont forcé les autorités à adapter le système du travail forcé. Le cas de la suppression progressive, au milieu des années 1930, du régime des prestations est à ce titre caractéristique. En 1936, sous l'impulsion du Front populaire et du gouverneur de l'AOF, Marcel de Coppet, l'administration coloniale lança une réforme profonde des prestations à cause des nombreuses plaintes que ce système provoquait. Les prestations furent remplacées par une taxe additionnelle permettant de débloquer un budget pour recruter des travailleurs volontaires spécialisés dans la rénovation du réseau routier.

Nous avons pu analyser en quoi le thème de la migration, plus qu'une simple mobilité socio-économique, peut être entendue comme une forme de résistance à l'oppression coloniale. Cependant, la migration protestataire ne peut être comprise que si elle est inscrite dans l'étude plus générale des répertoires d'actions mises en œuvre par les populations en AOF.

Le thème de la migration a permis de montrer comment les populations soumises au travail forcé ont tenté de réagir jour après jour à la situation coloniale, rappelant que l'État colonial, loin d'être omnipotent, fut avant tout le fruit de décisions empiriques et d'adaptations locales. ■

13. Oussouby Touré, *art. cité*, p. 30.